



European Center for
Not-for-Profit Law

CHAMPIONS DE LA PARTICIPATION

Soutenir l'engagement civique
par le biais de l'application des
lignes directrices de l'ONU sur la
participation

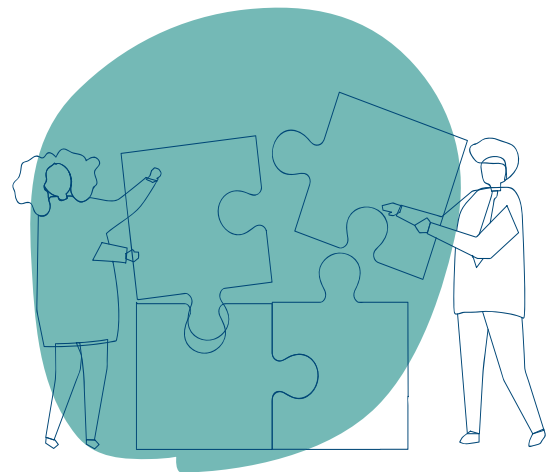
Des exemples pour la mise en pratique





European Center for
Not-for-Profit Law

European Center for Not-for-Profit Law Stichting
5 Riviervismarkt, 2513 AM The Hague, Netherlands
www.ecnl.org twitter.com/enablingNGOlaw

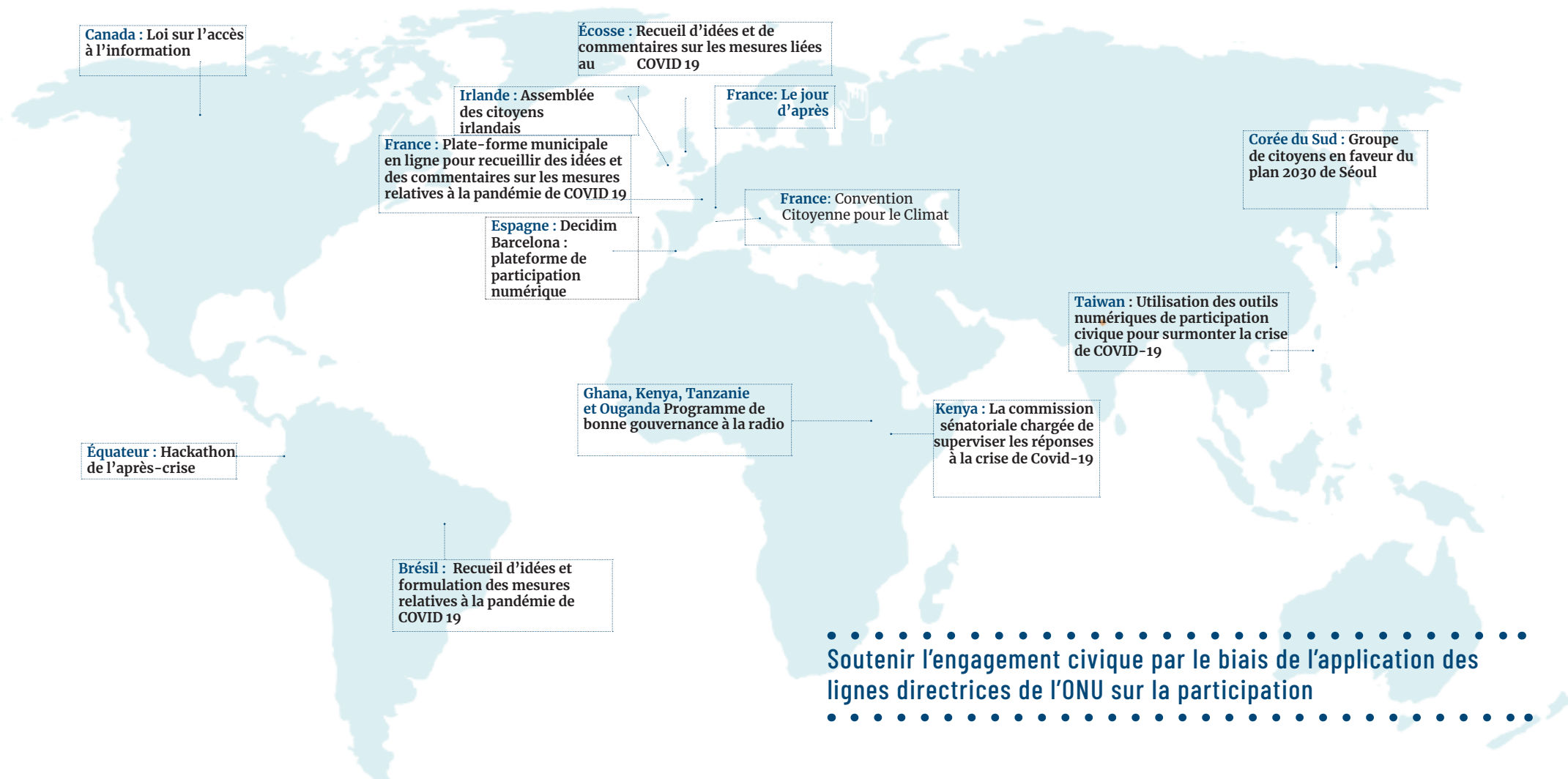


Cette publication a été réalisée dans le cadre du projet intitulé " ONU : Protection accrue et établissement des normes ", géré par le Centre européen pour le droit des organisations à but non lucratif (ECNL). Ce projet a été mis en œuvre par le Centre international pour le droit des organisations à but non lucratif (ICNL) dans le cadre de l'initiative « Espace civique », financée par le gouvernement suédois. Le gouvernement suédois ne partage pas nécessairement les opinions exprimées dans la présente publication. Les auteurs sont les seuls responsables du contenu.

Mars 2021

Droit d'auteur © 2021 par le Centre européen pour le droit des organisations à but non lucratif (ECNL). Tous droits réservés.

La participation permet de promouvoir le respect de tous les droits de l'homme. Elle joue un rôle primordial dans la promotion de la démocratie, de l'État de droit, de l'inclusion sociale et du développement. Elle est devenue encore plus indispensable depuis le début de la pandémie, car les citoyens ont besoin des mesures qui répondent à leurs besoins réels et n'affectent pas de manière disproportionnée le public, en particulier les femmes, les personnes et les groupes marginalisés. La participation du public est nécessaire pour relever les défis mondiaux à long terme. Il est donc essentiel que les gouvernements favorisent une participation significative, conformément aux [Lignes Directrices De L'ONU sur le Droit De Participer aux Affaires Publiques](#). Cependant, la mise en œuvre efficace de la participation n'est pas une tâche facile. Elle exige des connaissances, des compétences, des ressources et de l'engagement. Outre [le résumé pratique](#) des lignes directrices de l'ONU, nous avons préparé **un référentiel de bonnes pratiques afin de montrer concrètement comment ces lignes directrices peuvent et doivent être mises en œuvre**. L'objectif de ce référentiel est de donner une variété d'exemples sur les moyens par lesquels les lignes directrices de l'ONU peuvent être mises en œuvre de manière efficace. Nous continuerons d'explorer dans quelle mesure ces exemples ont un impact sur la participation du grand public dans les exemples nationaux donnés. Les exemples sont classés par catégories afin de suivre la structure des lignes directrices de l'ONU et de faciliter la référence. Nous recommandons à tous les États, municipalités et institutions de faire des efforts pour engager le public d'une manière significative et inclusive.



PAYS

Canada

DÉSIGNATION/TITRE

Loi sur l'accès à l'information

NIVEAU DE PARTICIPATION

Principes de base pour une mise en œuvre efficace – accès à l'information

NIVEAU INSTITUTIONNEL

National Authority

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Un gouvernement ouvert et transparent

**ÉLÉMENTS CLÉS/
INNOVANTS**

Rôle du commissaire à l'information ;

Accroître l'accessibilité de l'information grâce à des droits réduits et à une diffusion proactive de l'information ;

Utilisation intelligente des solutions numériques, surtout en raison de la pandémie de Covid-19.

[Le Projet de loi C-58](#), qui vise à modifier la Loi sur l'accès à l'information et la Loi sur la protection des renseignements personnels, a reçu la sanction royale le 21 juin 2019, ce qui apporte des améliorations importantes à l'ouverture et à la transparence du gouvernement. Il s'agit des modifications les plus importantes apportées à la loi depuis son entrée en vigueur en 1983.

La nouvelle loi améliore la façon dont l'information gouvernementale est mise à la disposition des Canadiens en :

- conférant au Commissaire à l'information le pouvoir de rendre des ordonnances exécutoires en ce qui concerne les demandes d'accès à l'information, y compris la publication de dossiers gouvernementaux ;
- éliminant tous les frais, à l'exception des droits de demande de 5 \$;
- exigeant des institutions qu'elles publient de manière proactive des informations spécifiques pouvant évidemment intéresser le public, sans attendre la soumission d'une demande ;
- permettant aux institutions gouvernementales relevant d'un même portefeuille ministériel de travailler ensemble pour traiter les demandes de manière plus efficace.

Ajustements liés au Covid-19 pour la mise en œuvre de la loi

La crise du COVID-19 a perturbé le traitement des demandes de diverses manières. La plupart des employés fédéraux, y compris le personnel du Bureau de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels (ATIP), travaillent à domicile et ne peuvent pas se rendre au bureau pour récupérer des documents papier ou des documents électroniques sur des réseaux de haute sécurité qui contiennent des documents confidentiels

ou susmentionnés. De plus, les salles de courrier, les bureaux régionaux et les bureaux internationaux sont parfois fermés. Dans de nombreux cas, les bureaux de l'ATIP ne peuvent pas non plus consulter des tiers hors du gouvernement pour ce qui concerne la mise à disposition des documents qu'ils ont soumis au gouvernement, car ces tiers sont également touchés par la crise.

Le 20 mars 2020, le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada a publié [un avis sur la mise en œuvre de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels](#) dans lequel il conseille aux institutions de faire de leur mieux pour répondre aux demandes et satisfaire aux exigences de publication proactive, conformément à leurs réalités opérationnelles et aux directives des autorités de santé publique. L'avis a également invité les institutions à informer les demandeurs de leur capacité réduite à répondre aux demandes et de la possibilité de retards. Le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada a également [informé les utilisateurs](#) des retards éventuels dans le traitement des demandes.

Malgré les défis, les institutions trouvent dans le cadre de leur situation particulière des moyens de répondre aux demandes, à savoir :

- offrir aux demandeurs l'option d'effectuer les recherches uniquement dans des dossiers électroniques pour répondre à leur demande ;
- établir de nouveaux processus numériques pour remplacer les processus opérationnels sur papier ;
- accéder aux réseaux gouvernementaux après les heures de travail pour traiter les demandes ;
- utiliser la poste électronique pour transmettre les documents aux demandeurs, au lieu du courrier.



En plus de ces efforts, elles continuent de travailler pour améliorer les systèmes qui soutiennent l'accès à l'information. Par exemple, des travaux sont en cours pour permettre au service de demande en ligne de l'ATIP d'envoyer les réponses par voie électronique aux demandeurs, afin de réduire l'utilisation du papier et des disques compacts. Une plus grande utilisation des solutions numériques rendra le processus d'accès à l'information plus résilient. **La publication proactive en ligne** est un autre outil dont dispose le gouvernement pour assurer la transparence et la responsabilité envers les Canadiens pendant la pandémie de COVID-19. Comme l'a annoncé le Premier

Ministre le 17 avril 2020, le [Portail ouvert du gouvernement](#) héberge les données ouvertes relatives aux demandes reçues et traitées dans le cadre de la Prestation canadienne d'urgence.

L'examen de l'accès à l'information fournit l'occasion d'explorer comment de nouveaux outils et de nouvelles approches pourraient améliorer l'efficacité et rendre l'information plus ouverte et plus accessible aux Canadiens.

PAYS

Ghana, Kenya, Tanzanie et Ouganda

DÉSIGNATION/TITRE

Programme de bonne gouvernance à la radio

NIVEAU DE PARTICIPATION

Principes de base pour une mise en œuvre efficace
- programmes d'éducation civique

NIVEAU INSTITUTIONNEL

Municipal

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Soutenir le renforcement des capacités des collectivités locales et l'autonomisation des communautés par l'intermédiaire de la radio.

ÉLÉMENTS CLÉS/ INNOVANTS

Transmission via la technologie de radio numérique par satellite;

Atteindre les zones rurales éloignées.

Le [Programme africain de bonne gouvernance sur les ondes radio](#) est un “projet de l'Institut de la Banque mondiale (WBI), lancé en 2006, pour soutenir le renforcement des capacités des collectivités locales et l'autonomisation des communautés par le biais de la radio”, au Ghana, au Kenya, en Tanzanie et en Ouganda. Le projet vise à aider les structures gouvernementales locales à renforcer leurs capacités et à autonomiser la communauté. Pour y parvenir, il fallait transmettre des informations cruciales sur les questions de lutte contre la corruption, de participation civique et de décentralisation fiscale.

Ce programme comprenait 4 éléments : 1) Gouvernance des municipalités sans corruption, 2) Participation civique, 3) Finances municipales/budgétisation participative, 4) Bulletins d'information des municipalités africaines.



L'objectif principal des programmes était de développer les plans d'action du public cible (représentants des collectivités locales, tels que les maires, d'autres fonctionnaires, les communautés locales et les représentants des OSC locales) qui pourraient être intégrés dans les réformes déjà en cours et éventuellement répliqués dans les administrations locales d'autres pays.

PAYS

France

DÉSIGNATION/TITRE

La jour d'après

NIVEAU DE PARTICIPATION

Participation dans des contextes non électoraux - consultations et dialogue

NIVEAU INSTITUTIONNEL

Assemblée nationale

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Sondage d'opinion auprès des citoyens sur l'orientation des priorités politiques de la France après la pandémie de COVID-19;

Faire participer le public à un stade précoce, soit avant la définition d'un programme sur un sujet;

Permettre au public de définir un cadre et de l'utiliser comme point de départ pour débattre et élaborer des politiques;

Aucune restriction quant aux personnes qui peuvent soumettre des idées, afin de permettre non seulement à la société civile organisée reconnue, mais aussi aux groupes informels et même aux individus de transmettre leurs idées.

ÉLÉMENTS CLÉS/
INNOVANTS

Il s'agit d'une consultation publique lancée en avril 2020 par un groupe de 60 députés qui a été constitué au début de la crise sanitaire de Covid-19. Elle offrait la possibilité à tous de soumettre des contributions sur 11 différents thèmes, dont les soins de santé, la numérisation, la démocratie, l'éducation et la structure financière du pays. 8 700 contributions ont été reçues en un mois sur la plateforme de la part de plus de 26 000 citoyens, ainsi que des syndicats, associations et collectifs de toutes sortes ; les 22 ateliers, qui ont été organisés sur une grande variété de thèmes prouvent qu'il existe une immense volonté de penser au monde. L'objectif de Paula Forteza, Députée française pour l'Amérique latine et les Caraïbes et auteur de cette plateforme, est de traduire les [30 propositions issues de ces consultations](#) en une loi concrète, [qui sera ensuite mise à la disposition des députés et des responsables politiques aux fins de débat public.](#)



DÉSIGNATION/TITRE

La commission sénatoriale chargée de superviser les réponses au COVID-19 a invité le public à soumettre des propositions sur les questions clés relatives à la pandémie.

NIVEAU DE PARTICIPATION

Participation dans des contextes non électoraux - consultations et dialogue

NIVEAU INSTITUTIONNEL

National

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Consultations sur les mesures de réponse au COVID 19

ÉLÉMENTS CLÉS/
INNOVANTS

Diversité des parties prenantes consultées;

Reconnaissance de la nécessité des consultations intersectorielles.

En mars 2020, le Sénat du Kenya a établi par résolution le Comité ad hoc sur la crise de COVID-19. Ce comité a été chargé de “superviser les actions et les mesures prises par les autorités nationales et des comités pour faire face à la propagation et aux effets du COVID-19 au Kenya.” L’une des actions du comité a consisté à demander aux membres du public et aux autres parties prenantes de soumettre leurs points de vue sur les mesures politiques, législatives et autres qui pourraient être prises pour lutter contre la pandémie dans 5 domaines thématiques.

Les domaines sont les suivants : **“a) Questions sanitaires** - y compris la santé communautaire, les tests, la quarantaine, les centres d’isolement, les installations de soins intensifs, le personnel sanitaire, les médicaments et les fournitures, le rôle et l’engagement des gouvernements des comités, et la santé mentale ; **b) Questions économiques et financières** - y compris les effets macro-économiques, l’impact sur les entreprises, la facilitation du commerce, et les mesures visant à protéger les emprunteurs et les institutions financières ; **c) Questions sociales, d’ordre public et de droits de l’homme** - notamment la protection des personnes et des groupes vulnérables, la protection des femmes et des filles vulnérables aux violences domestiques, les mesures permettant aux apprenants de poursuivre leurs études, l’application du couvre-feu national, l’accès à la justice et la décongestion des prisons et des centres de détention provisoire ; **d) Accès aux aliments, à l’eau et à d’autres produits essentiels** - y compris les mesures visant à assurer la production et la fourniture continues des aliments, de l’eau et d’autres produits essentiels ; et **e) Services de soutien et questions transversales** - y compris la sensibilisation aux mesures de prévention de l’infection et de lutte contre la stigmatisation, et le rôle des TIC dans la lutte contre la pandémie de COVID-19.”

En réponse à son appel à la participation, le comité a reçu des commentaires (146 propositions au total) de la part des particuliers et des organisations. Le résultat final a été un projet de cadre, le [projet de loi sur la réponse et la gestion des pandémies.](#)

PAYS

Écosse

DÉSIGNATION/TITRE

Recueil d'idées et de commentaires sur les mesures liées au COVID-19

NIVEAU DE PARTICIPATION

Participation dans des contextes non électoraux - consultations et dialogue

NIVEAU INSTITUTIONNEL

National

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Consultations sur les mesures d'intervention face à la pandémie de COVID-19

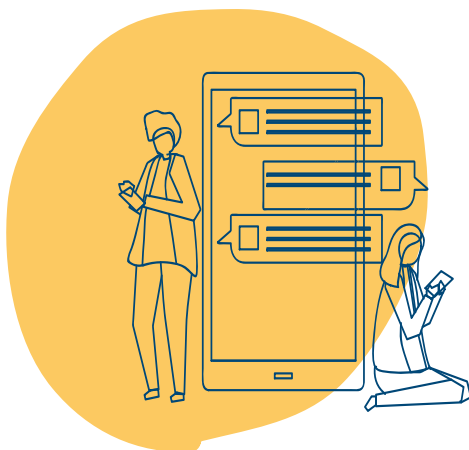
ÉLÉMENTS CLÉS/
INNOVANTS

Une plateforme spéciale pour proposer des idées;

Publier des idées, mais aussi évaluer, voter et commenter les idées des autres.

Le gouvernement écossais, qui s'est engagé à respecter les principes d'ouverture et de transparence, a lancé le mardi 5 mai 2020 [un défi sous forme de dialogue](#) sur les changements potentiels aux restrictions.

[Le Défi de dialogue](#) est "[une plateforme en ligne où le public pourrait partager et débattre de ses opinions sur les mesures à prendre pour passer à une nouvelle norme.](#)" Le public peut utiliser les idées comme principal outil pour soumettre ses opinions. Les participants peuvent noter les idées, faire des commentaires pour exprimer leur accord ou leur désaccord et les affiner.



La plateforme a été ouverte entre le 5 et le 11 mai et, durant cette période, elle a reçu plus de 4 000 idées et environ 18 000 commentaires. Les résultats des consultations ont été analysés et publiés dans [un rapport](#). Dans ce rapport, le Premier ministre écossais s'engage en ces termes : "*Il est évident qu'il nous incombe, en tant que gouvernement, de prendre en compte ces opinions. Je peux assurer ceux qui ont apporté des contributions que leurs idées et leurs commentaires seront intégrés dans les décisions que nous prendrons pour sortir*

du confinement actuel."

DÉSIGNATION/TITRE

Utilisation des outils numériques de participation civique pour surmonter la crise de COVID-19

NIVEAU DE PARTICIPATION

Participation dans des contextes non électoraux - consultations et dialogue

NIVEAU INSTITUTIONNEL

National

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Accroître la participation du public et lutter contre la pandémie de COVID-19

Une distinction moins stricte entre le gouvernement, l'administration, la société civile et les citoyens. Tous travaillent ensemble pour co-élaborer les politiques ;

ÉLÉMENTS CLÉS/
INNOVANTS

Des agents responsables de la participation dans les ministères

Participation officers in ministries;

L'accès à l'internet en tant que droit de l'homme et la technologie qui le soutient.

Audrey Tang, Ministre taïwanaise du numérique, a conçu des plateformes qui favorisent l'engagement des citoyens, de la société civile et des responsables gouvernementaux. [Vtaiwan est l'une de ces plateformes](#). Il s'agit d'un "processus de consultations en ligne et hors ligne qui réunit les ministères, les représentants élus, les universitaires, les experts, les chefs d'entreprise, les organisations de la société civile et les citoyens. Ce processus aide les législateurs à mettre en œuvre leurs décisions avec un plus grand degré de légitimité".

Au cœur de VTaiwan se trouve une plateforme dénommée [Polis](#). C "est un système en temps réel permettant de recueillir, d'analyser et de comprendre ce que de grands groupes de personnes pensent dans leurs propres mots, grâce à des statistiques avancées et à l'apprentissage automatique." Les personnes peuvent faire des déclarations sur ce qu'ils pensent de certaines politiques, qui seront ensuite validées ou rejetées. L'idée est d'amener les gens à réfléchir à leurs sentiments à l'égard d'une politique donnée. L'objectif est d'éviter la polarisation et de parvenir à un consensus (approximatif). Les décideurs politiques peuvent utiliser ce terrain d'entente créé pour élaborer des solutions politiques ciblées.

Un autre outil conçu directement par le Conseil national de développement du gouvernement est [Join](#), "une plateforme complète sur laquelle les citoyens peuvent interagir avec les différents niveaux de gouvernement de manière ouverte. Sur la plateforme Join, les citoyens

peuvent à la fois : a) discuter des politiques existantes, b) obtenir des informations sur les politiques gouvernementales et les surveiller, c) proposer de nouvelles politiques par le biais de pétitions qui doivent être discutées par le gouvernement si elles sont soutenues par 5000 personnes ou plus, d) donner leur avis directement aux responsables des agences gouvernementales.”

Ces outils ont permis de trouver des solutions et des outils collectifs pour lutter contre la pandémie, notamment une application qui aide les citoyens à trouver les pharmacies vendant des masques médicaux en temps réel, avec une mise à jour toutes les 30 secondes.



COUNTRY

Irlande

NAME/TITLE

Assemblée des citoyens irlandais

NIVEAU DE PARTICIPATION

Participation dans des contextes non électoraux - consultations et dialogue

NIVEAU INSTITUTIONNEL

National

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

- Recueillir l'opinion publique, débattre et formuler des recommandations sur les sujets énoncés dans ses documents fondateurs;
- La deuxième assemblée des citoyens, créée en 2019, a été chargée de faire progresser l'égalité entre les hommes et les femmes.

Une participation directe des citoyens dans un but d'une création conjointe, dirigée par les citoyens et non par les hommes politiques ;

L'implication des citoyens dès le début du processus afin de permettre une contribution significative;

Une facilitation adéquate par le gouvernement (c'est-à-dire l'affectation d'un groupe d'experts pour le soutien, la coprésidence du groupe de pilotage, les engagements de suivi).

ÉLÉMENTS CLÉS/ INNOVANTS

Les deux Assemblées de citoyens, la première en 2016 et la seconde en 2019, ont été établies par des résolutions parlementaires en tant qu'organes indépendants dont le président est nommé par le gouvernement. En outre, un "groupe d'experts" a été créé pour faciliter le travail de l'Assemblée en matière de préparation d'informations et de conseils, ainsi qu'un "groupe directeur" composé du président et d'un groupe représentatif des membres de l'Assemblée élus par cette dernière. La participation en tant qu'observateur est limitée aux OSC, mais toutes les réunions sont diffusées en direct.

Les documents fondateurs qui ont fait l'objet de discussion sont les suivants :

- Le huitième amendement de la Constitution;
- La réponse de l'État au vieillissement de la population;
- L'action de l'État face au changement climatique
- Les modalités des [référendums](#);
- La question des parlements [à durée déterminée](#).

La première Assemblée des citoyens a eu [deux effets majeurs](#) :

- Elle a permis aux hommes politiques de comprendre l'opinion publique sur la question de l'avortement avant de s'engager en faveur d'un référendum et d'une décision législative contraignante.
- Deuxièmement, l'Assemblée des citoyens semble avoir été perçue par la majorité de la population comme un processus équitable et fiable de consultation du public.

La deuxième Assemblée des citoyens est toujours active, bien qu'un grand nombre de ses réunions aient été reportées en 2020 en raison de la pandémie de COVID-19. Les questions abordées lors des réunions [seront soumises au vote et les recommandations seront présentées au gouvernement](#). Ensuite, le gouvernement répondra à chaque recommandation de l'Assemblée et si les recommandations sont acceptées, le gouvernement établira un calendrier pour la tenue des référendums connexes.



PAYS

Corée du Sud

DÉSIGNATION/TITRE

Groupe de citoyens en faveur du plan 2030 de Séoul

NIVEAU DE PARTICIPATION

Participation dans des contextes non électoraux - partenariat et co-rédaction

NIVEAU INSTITUTIONNEL

Municipalité

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

100 citoyens chargés d'identifier la vision et les tâches clés pour la ville

**ÉLÉMENTS CLÉS/
INNOVANTS**

Une participation directe des citoyens tout au long du processus, y compris la définition de la vision et des enjeux ;

Un format plus inclusif et plus accessible qui a permis aux citoyens de comprendre facilement et de répondre en conséquence.

Le plan 2030 de Séoul

Grâce à la révision de la Loi sur la planification et l'utilisation du territoire national en février 2009, le pouvoir d'établir un plan directeur urbain est passé du gouvernement central aux collectivités locales. Le maire de Séoul s'est ainsi vu confier l'autorité et la responsabilité d'élaborer un plan directeur urbain adapté aux caractéristiques et aux circonstances de la ville.

Le plan 2030 de Séoul vise à prendre en compte les valeurs de l'époque et les changements de l'environnement. Pour ce faire, Séoul a envisagé les éléments suivants : i) des procédures démocratiques plus strictes qui n'excluent pas les citoyens, par opposition à la vieille habitude de s'en remettre aux administrateurs et aux experts ; ii) un accent particulier sur les valeurs futures, telles que le partage innovant, la coexistence et la convergence ; et iii) une restauration et une planification urbaines qui reflètent le mode de vie actuel de la ville et tiennent compte des changements démographiques et des caractéristiques régionales.

L'un des résultats de ce processus est la constitution du [Groupe de citoyens en faveur du plan 2030 de Séoul](#), composé de 100 citoyens chargés d'identifier la vision et les tâches clés pour la ville dès le début, afin de définir la vision et les tâches appropriées. Le public a travaillé avec des administrateurs et des experts pour élaborer les plans relatifs aux questions clés.

Participation directe des citoyens

Le principal changement que l'on peut observer dans le plan 2030 de Séoul par rapport au plan d'urbanisme de base existant - qui a été conçu par le gouvernement national et est désormais remplacé par ce plan 2030 - est le rôle des citoyens. Le plan existant ne permettait qu'une participation indirecte des citoyens, alors que le plan 2030 de Séoul les associe directement. La vision et les questions ont été développées sur la base des délibérations des citoyens.

Un format différent

Bien qu'il existe un format déterminé pour le plan urbain de base, décidé par le gouvernement national, le plan 2030 de Séoul n'a pas suivi ce format car il était trop détaillé pour que les citoyens puissent le comprendre entièrement. Le plan 2020 de Séoul est plus détaillé car il comprend des volets spécifiques sur 12 domaines. Par ailleurs, le plan 2030 de Séoul a une forme plus succincte et différente et contient cinq questions clés et 17 objectifs afin de permettre aux citoyens de le comprendre facilement et de le rendre plus **stratégique et global**.



PAYS

France

DÉSIGNATION/TITRE

Plateforme municipale en ligne pour recueillir des idées et des commentaires sur les mesures relatives à la pandémie de COVID 19

NIVEAU DE PARTICIPATION

Participation dans des contextes non électoraux - partenariat et co-rédaction

NIVEAU INSTITUTIONNEL

Municipal

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Plateforme municipale en ligne pour les consultations, la prise de décision et la sensibilisation des communautés

ÉLÉMENTS CLÉS/
INNOVANTS

Une communication et des mises à jour régulières sur les projets ont permis de renforcer la confiance des membres de la communauté.;
Pendant la pandémie de COVID-19, la plate-forme est passée d'un 'outil de prise de décision à celui de connexion avec la communauté et de partage d'information.

La commune française de Rueil-Malmaison a lancé sa [plateforme de participation](#) en 2018 pour donner aux citoyens une voix dans le processus décisionnel. *La plateforme est passée d'un outil de prise de décision à un outil de connexion pour les membres de la communauté pratiquant la distanciation sociale.*

En 2019, la plateforme a favorisé la soumission d'idées innovantes pour la réalisation de projets dans la ville. La participation était ouverte à toute personne âgée de plus de 16 ans, à condition qu'elle puisse prouver sa résidence dans la commune. Après 2019, l'activité de la plateforme a été maintenue pour de nouveaux projets. En mars 2020, la plupart des projets ont été suspendus, mais les inscriptions de nouveaux utilisateurs sur la plateforme ont augmenté.

À mesure que la France est passée à un confinement strict, "[Rueil-Malmaison s'est fixé comme priorité](#) de maintenir un dialogue avec les citoyens. La ville a utilisé cette plateforme pour communiquer des informations aux habitants, pour coordonner les efforts de volontariat locaux, mais aussi pour organiser des événements communautaires en ligne. La plateforme est allée au-delà de son rôle habituel d'outil de consultations pour devenir un espace civique en ligne, permettant aux membres de la communauté de rester connectés



et de créer un véritable esprit d'entraide. “

Les entreprises locales et les citoyens ont échangé des informations sur plusieurs sujets tels que les services de livraison en ligne, les activités et les sports électroniques possibles pendant le confinement, etc. La plateforme avait également une fonction de services sociaux, permettant par exemple de faire des dons de nourriture aux familles dans le besoin et de mettre en contact des couturières bénévoles avec des personnes ayant besoin de masques.

Les activités organisées via la plateforme n'ont pas cessé mais se sont élargies avec de nouveaux projets et de nouveaux utilisateurs.

PAYS

Brésil

DÉSIGNATION/TITRE

Recueil d'idées et formulation des mesures relatives à la pandémie de COVID-19

NIVEAU DE PARTICIPATION

Participation dans des contextes non électoraux - partenariat et co-rédaction

NIVEAU INSTITUTIONNEL

National

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Consultations sur les mesures de réponse à la pandémie de COVID-19

ÉLÉMENTS CLÉS/ INNOVANTS

Le Sénat délibère sur les réponses législatives à la crise de COVID-19 proposées par les citoyens via le portail électronique de la citoyenneté

La pandémie de COVID-19 a motivé les citoyens brésiliens à s'engager de plus en plus auprès du Sénat. Ils utilisent [le portail électronique de la citoyenneté](#) pour soumettre leurs idées législatives, sur les moyens d'utiliser les ressources pour lutter contre la pandémie. Une idée qui s'est imposée propose [l'utilisation des ressources du Fonds spécial de financement des campagnes \(connu sous le nom de Fundo Eleitoral\)](#). Une autre idée présentée sur le portail qui a obtenu un soutien populaire considérable suggère une réduction de 50 % des rémunérations des responsables gouvernementaux tels que les sénateurs et les députés fédéraux.

L'e-Citoyenneté est un "portail créé en 2012 par le Sénat fédéral dans le but de stimuler et de permettre une plus grande participation des citoyens aux activités législatives, budgétaires, d'inspection et de représentation au Sénat".

Les citoyens peuvent s'engager avec ce portail de trois manières différentes :

1. Comme mentionné ci-dessus, cet engagement se fait par la soumission d'idées législatives. La popularité des idées est comptabilisée par les "soutiens". Si une idée reçoit plus de 20.000 soutiens, elle est soumise à la Commission des droits de l'homme et de la législation participative (CDH), qui émet son avis.
2. Les citoyens peuvent participer à des événements en direct qui sont ouverts à tous. Chaque événement a sa propre page spécifique où l'on peut trouver du matériel et poster ses commentaires.
3. L'engagement avec le Sénat peut se faire par le biais des consultations publiques. Les citoyens peuvent donner leur avis sur les projets de loi et autres propositions législatives jusqu'à leur mise en délibération.

PAYS

Spain

DÉSIGNATION/TITRE

Decidim Barcelona : plateforme de participation numérique

NIVEAU DE PARTICIPATION

Participation dans des contextes non électoraux - partenariat et co-rédaction Participation in non-electoral contexts - partnership and co-drafting

NIVEAU INSTITUTIONNEL

Municipalité

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Bâtir une ville plus démocratique

ÉLÉMENTS CLÉS/
INNOVANTS

Une plate-forme dotée de nombreuses fonctionnalités variées qui favorisent la participation ;

Source ouverte : Tout citoyen peut voir comment elle est construite, la réutiliser ou l'améliorer. Le code est disponible sur le site [GitHub](#).

[Decidim.barcelona](#) est la plateforme numérique de participation du Conseil municipal de Barcelone. Son objectif est de rendre Barcelone plus démocratique, en créant un espace ouvert et transparent où les citoyens peuvent collaborer.

Il existe trois espaces par lesquels chacun peut participer. Ces espaces sont : [les processus participatifs](#), [les organes de participation](#) et [les Initiatives](#). Les différents espaces offrent différentes options de participation aux citoyens.

Voici quelques-unes des actions que l'on peut entreprendre [pour s'engager](#) :

- Consulter les processus participatifs ouverts ;
- Prendre part aux débats ;
- Suivre les propositions.

[Decidim](#) est une "plateforme de démocratie participative gratuite et ouverte aux villes et aux organisations". Decidim organise les espaces de participation et donne la possibilité aux citoyens de participer aux procédures démocratiques. Consultez [ce site](#) pour voir les villes et les organisations qui utilisent cette plateforme.

PAYS

France

DÉSIGNATION/TITRE

Convention Citoyenne pour le Climat

NIVEAU DE PARTICIPATION

Participation dans des contextes non électoraux - partenariat et co-rédaction

NIVEAU INSTITUTIONNEL

National

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Trouver des moyens spécifiques pour réduire les émissions de gaz à effet de serre à 40% de leur niveau de 1990 d'ici 2030 tout en garantissant la justice sociale.

**ÉLÉMENTS CLÉS/
INNOVANTS**

150 citoyens sélectionnés au hasard;

Un grand nombre des propositions ont abouti à des efforts législatifs et politiques au niveau du gouvernement.

En réaction au mouvement des gilets jaunes et pour répondre aux plaintes des citoyens, le président Macron a lancé en 2019 le "[Grand Débat](#)". Les citoyens ont eu l'occasion d'exprimer leurs préoccupations sur plusieurs questions sociales et économiques. C'est dans ce cadre que l'Assemblée des citoyens pour le climat a été créée. Cette Assemblée [a été chargée](#) de proposer des mesures concrètes pour réduire de 40% les émissions de gaz à effets de serre d'ici 2030 en tenant compte de la justice sociale.

150 citoyens sélectionnés au hasard, représentant divers groupes d'âge et de couches sociales, ont tenu 7 réunions en face à face et une réunion en ligne sur une période de 9 mois. Ils ont formulé 149 propositions et mesures. La moitié d'entre elles ont été traduites en projets de loi qui sont en cours de discussion.



PAYS

Équateur

DÉSIGNATION/TITRE

Hackathon de l'après-crise

NIVEAU DE PARTICIPATION

Les TIC pour renforcer la participation égale et effective

NIVEAU INSTITUTIONNEL

Non gouvernemental – national

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Les organisations civiques ont coordonné un Hackathon post-crise - l'occasion de discuter de la vision des citoyens après la crise.

**ÉLÉMENTS CLÉS/
INNOVANTS**

Un évènement de grande envergure, sans restriction quant à la participation, accessible à tous ceux qui ont des idées ;;

Des outils permettant de donner suite aux meilleures idées recueillies lors de l'évènement, grâce à l'approche multipartite.

Le [Hackathon post-crise](#), qui s'est déroulé les 29 et 30 avril 2020, a réuni 549 personnes qui ont mené des réflexions sur les solutions aux problèmes qui affecteraient l'économie et la société dans le pays après la pandémie de COVID 19. Il a été organisé par la société civile, notamment des ONG et des réseaux d'entreprises. Le Hackathon s'est concentré sur les défis liés à dix domaines : environnement, travail et emploi, vie quotidienne et pratiques sociales, industries culturelles, éducation, santé et bien-être, économie et production, gouvernement et citoyenneté.

Les participants ont partagé 116 projets et les organisations participant au Hackathon ont contribué à la sélection de 19 finalistes. Il y a eu deux votes : un par le public et un par le jury. Presque tous les finalistes ont reçu des prix afin de les aider à donner une suite à leurs idées. Ils ont reçu, par exemple, une somme de 1 000 dollars pour la mise en valeur, le lancement de leur campagne et la publicité sur les médias sociaux, ou une somme de 1 000 dollars pour des conseils techniques.

Ivan Terceros, membre de [MediaLab](#), l'une des organisations qui ont coordonné le hackathon, a déclaré que Media Lab [continuera à soutenir les projets](#), en vue de les transformer en entreprises en démarrage.



European Center for
Not-for-Profit Law

European Center for Not-for-Profit Law Stichting
5 Riviervismarkt, 2513 AM The Hague, Netherlands

www.ecnl.org

twitter.com/enablingNGOlaw

